



CHAPITRE 25

Loi instituant une Commission royale
d'enquête sur l'enseignement

[Sanctionnée le 24 mars 1961]

CHAPTER 25

An Act to establish a Royal Commission
of Inquiry on Education

[Assented to 24th March 1961]

Préam-
bule.

ATTENDU qu'il existe de multiples problèmes à tous les niveaux de l'enseignement et qu'il importe en conséquence de faire effectuer par une Commission royale d'enquête une étude impartiale et complète de la situation de l'enseignement dans la Province;

Attendu que la nécessité d'une telle étude a été signalée dès 1956 par le rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels;

Attendu que cette recommandation a été suivie de nombreuses demandes formulées de toutes parts;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Commis-
sion royale
d'enquête
autorisée.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à constituer une commission royale d'enquête pour étudier l'organisation et le financement de l'enseignement dans la province de Québec, faire rapport de ses constatations et opinions et soumettre ses recommandations quant aux mesures à prendre pour assurer le progrès de l'enseignement dans la province.

Nomina-
tions.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme les membres de cette commission, il en désigne le président et lui adjoint le personnel requis.

WHEREAS education at all levels is beset by many problems and it is therefore expedient to have a thorough and impartial study of the state of education in the Province made by a Royal Commission of Inquiry;

Preamble.

Whereas the necessity for such study was revealed as early as 1956 in the report of the Royal Commission of Inquiry on constitutional problems;

Whereas such recommendation was followed by many demands from all quarters;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Lieutenant-Governor in Council is authorized to constitute a Royal Commission of Inquiry to study the organization and financing of education in the Province of Quebec, report its findings and opinions and submit its recommendations as regards measures to be taken to ensure the progress of education in the Province.

Royal
Commis-
sion of
Inquiry.

2. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint the members of such Commission, designate its chairman and provide it with the necessary personnel.

Appoint-
ments.

Rapport final.

3. La commission doit procéder à l'enquête avec toute la diligence possible, faire rapport final au lieutenant-gouverneur en conseil avant le 31 décembre 1962 et lui remettre en même temps la documentation recueillie.

3. The Commission shall carry out the investigation as expeditiously as possible, report finally to the Lieutenant-Governor in Council before the 31st of December 1962, and deliver to him at the same time all the documents collected.

Séances.

4. La commission peut siéger en séance publique, à tout endroit de la province où elle le juge à propos, entendre des experts ainsi que les représentants des corps publics, associations et collectivités, recevoir des rapports ou dépositions de toutes personnes et se procurer par les moyens qu'elle estime convenables toute la documentation et l'information qu'elle juge utiles.

4. The Commission may hold public sittings at any place in the Province that it may deem suitable, hear experts as well as representatives of public bodies, societies and groups, receive reports or testimony from any person and secure by such means as it deems appropriate such documents and information as it considers useful.

Documentation et rapports de certains comités.

5. Le comité d'étude sur l'enseignement agricole et agronomique et le comité d'étude sur l'enseignement technique et professionnel, constitués respectivement par les arrêtés en conseil numéros 1647 et 60, en date du 5 octobre 1960 et du 10 janvier 1961, doivent mettre à la disposition de la commission la documentation et les renseignements recueillis par eux et lui soumettre leur rapport.

5. The study committee on agricultural and agronomic education and the study committee on technical and professional education, constituted respectively by orders in council numbers 1647 and 60, dated the 5th of October 1960 and the 10th of January 1961, shall make available to the Commission the documents and information collected by them and present their report to it.

Dispositions applicables.

6. La commission, pour les fins de son enquête, est revêtue des pouvoirs et immunités conférés par les articles 9, 10, 11, 12, 13, 16 et 17 de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1941, chapitre 9).

6. The Commission, for the purposes of its inquiry, shall be vested with the powers and protection conferred by sections 9, 10, 11, 12, 13, 16 and 17 of the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1941, chapter 9).

Dépenses.

7. Les dépenses occasionnées par l'application de la présente loi, y compris la rémunération des membres de la commission et de son personnel, sont payées sur les sommes votées par la Législature à cette fin.

7. The expenses incurred by the application of this act, including the remuneration of the members of the Commission and of its personnel, shall be paid out of the sums voted by the Legislature for such purpose.

Exécution.

8. Le ministre de la jeunesse est chargé de l'exécution de la présente loi.

8. The Minister of Youth shall have charge of the carrying out of this act.

Entrée en vigueur.

9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.